

COMMUNICATION DE MONSIEUR EDGARD PISANI
COMMISSAIRE AUX COMMUNAUTES EUROPEENNES
A LA VIè CNUCED DE BELGRADE

June 30, 1983

Monsieur le Président de la C.N.U.C.E.D. VI,

Empêché d'intervenir dans le débat général, j'ai estimé avec vous qu'il y aurait intérêt à ce que j'exprime par écrit les vues de la Commission des Communautés Européennes. Tel est l'objet de la présente communication que je vous envoie par les voies les plus rapides sinon les plus officielles.

1. Les fondateurs de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement avaient voulu lier le processus interr- de croissance dans les pays du Tiers monde au développement du système mondial des échanges. Il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de concilier cette double dimension du développement sans chercher à en privilégier l'une par rapport à l'autre. La relance du développement dans le Monde requiert tout à la fois des politiques internes adaptées dans les pays en voie de dévelop- pement, une aide extérieure accrue et un contexte économique international plus favorable.

2. Des signes de reprise économique se font jour. Ils restent cependant limités, incertains et fragiles. Le mouvement qui s'amorce doit être conforté : la responsabilité en incombe très largement aux grands pays industrialisés qui doivent assurer un soutien de l'activité par des politiques économiques mieux coordon- nées, favoriser une baisse des taux d'intérêt et promouvoir une plus grande stabilité des taux de change.

Mais la reprise ne s'étendra pas au Tiers monde endetté et démuné si des mesures rigoureuses ne sont pas prises dans ce sens. Faute d'impliquer les pays du Sud, la reprise s'étoufferait inmanquablement. Il n'y aura pas réelle sortie de crise sans une stratégie concertée de relance de l'économie mondiale dans son ensemble, sans un effort immédiat d'appui et une vision à moyen et long terme qui offre des perspectives aux pays en voie de développement.

En effet la crise que nous vivons n'est pas une simple crise d'ajustement dans le temps de facteurs temporairement divergents. C'est une crise structurelle dont le monde sortira différent de ce qu'il était avec de nouvelles répartitions des richesses, des pouvoirs, des savoirs, des modes de vie. Cette mutation peut s'achever dans plus de désordre et d'inégalités. Elle peut au contraire conduire à un meilleur équilibre. C'est une question de volonté.

3. La Communauté Européenne est pour sa part prête à engager le dialogue dans l'esprit qui s'est manifesté lors des réunions de New Delhi et de Buenos Aires. En tant qu'entité politique et commerciale, la Communauté est naturellement portée à promouvoir l'organisation d'un système international qui fasse prévaloir la logique de l'interdépendance sur celle du conflit : en ce sens son approche rejoint celle du Tiers monde.

C'est à cette logique de l'interdépendance que l'Europe a obéi lorsqu'elle a développé un système de relations contractuelles et sûres avec des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la Convention de Lomé. Elle se prépare par de nouvelles négociations à renforcer, à améliorer cet instrument, à le rendre plus efficace.

La Communauté sait de ce fait l'attente qui se manifeste à son endroit; dans le rôle de médiateur qu'elle est naturellement amenée à jouer dans cette enceinte, elle s'emploie à faire de Belgrade un succès et un nouveau point de départ, un lieu où des progrès auront été accomplis et des perspectives ouvertes.

4. Dans cet esprit la Communauté européenne plaidera à Belgrade pour une sortie solidaire de la crise qui passe notamment par le maintien ou plutôt par le renforcement d'un régime d'échange ouvert, une amélioration du fonctionnement du système monétaire international et une aide accrue au développement.

Elle souhaite un renforcement des institutions financières multilatérales et notamment la mise en oeuvre des décisions relatives à l'augmentation des ressources du FMI ainsi qu'une augmentation des moyens mis en oeuvre par la Banque Mondiale et l'IDA.

Elle réitère son engagement -ou plutôt celui de ses Etats Membres- de rejoindre le plus rapidement possible l'objectif de 0,7 % de leur PNB pour l'Aide Publique au développement avec en particulier l'objectif spécifique des 0,15 % en faveur des PMA. Elle envisage la possibilité d'étendre le bénéfice du Stabex à tous les PMA à condition que d'autres pays industrialisés mettent en oeuvre des systèmes de stabilisation des ressources d'exportation en faveur des mêmes pays.

Elle continuera à faire effort pour l'élaboration d'accords par produits et la mise en place rapide du Fonds Commun. Dans ce cadre elle est en train d'étudier l'éventualité d'une prise en charges avec d'autres des contributions financières des PMA au capital du Fonds.

Elle est prête enfin à étudier toute proposition concrète qui se dégagerait des discussions menées au sein de la conférence et qui permettrait de répondre à tel ou tel problème pendant.

5. Il ne sera pas possible de trouver en une conférence une solution à tous les problèmes qui se posent. La VI^e CNUCED peut néanmoins apporter une contribution importante à la définition d'une stratégie concertée de sortie de crise. Il faut pour cela qu'elle débouche sur des décisions concrètes dans le domaine des produits de base, en ce qui concerne la détermination du montant de l'aide publique au développement et en matière de libéralisation des échanges. Elle doit de surcroît aboutir à une déclaration d'orientation dégagant les bases d'accord sur l'analyse de la crise et les moyens à y remédier, sur le traitement de la dette, et sur des recommandations invitant les Institutions spécialisées à travailler dans les perspectives ainsi tracées.

La CNUCED doit donner à ces efforts essentiels mais séparés, ainsi qu'aux mesures concrètes immédiates qui seront prises, un cadre de référence et une perspective dans le temps qui les rendent plus intelligibles et plus efficaces.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les vœux que je forme pour le plein succès de la conférence, car l'avenir en dépend, et ceux que je forme pour vous-même et votre pays auxquels la conférence doit tant.